



CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA

Mercredi, 18 octobre 2023

Participants

- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA
- Lt-Colonel Bertrand DAKISSAGA, porte-parole de la Force
- Adjudant-Chef Casimir W. NAGALO, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

La République centrafricaine (RCA) a présenté, le 10 octobre 2023 à Genève, sa « Politique nationale des Droits de l'Homme », lors d'une table-ronde organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme et le Gouvernement centrafricain. Axée sur le thème « Corrélation entre la politique nationale des droits de l'homme en RCA, la paix et le développement », la table-ronde a réuni le ministre d'Etat chargé de la Justice, de la Promotion des droits humains et de la Bonne gouvernance, Arnaud Djoubaye Abazene, l'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en RCA, Yao Agbetse, et la directrice des droits de l'homme de la MINUSCA, Hanan Talbi, entre autres intervenants.

Lors de son intervention, le ministre a indiqué que ladite Politique Nationale « *constitue un levier non seulement pour la promotion et la protection des droits de l'Homme, mais également pour l'émergence* » de la RCA. Le document est accompagné d'un plan d'action initial de cinq ans pour la période 2023-2027, assorti d'un budget estimé à 3 000 000 000 de francs CFA (environ 4 millions de dollars), pour la réalisation des 268 activités prévues. « *Le Gouvernement est résolument engagé à mobiliser en premier lieu ses ressources internes pour la mise en œuvre des activités prévues* », a ajouté le ministre, tout en appelant au soutien de la communauté internationale.

Pour sa part, la directrice de la division des Droits de l'Homme, Hanan Talbi, a salué le ministre de la Justice pour son leadership qui a permis d'avoir une plus grande visibilité de l'action entreprise en faveur des droits de l'homme en RCA « et dont l'ouverture au dialogue permet d'adresser les plus grandes questions des droits de l'homme en toute sérénité ». Selon la directrice de la division des Droits de l'Homme, la Politique Nationale matérialise la coopération institutionnelle entre le gouvernement et les partenaires dont la MINUSCA. Elle a notamment salué la mise en place de points focaux au sein des institutions gouvernementales qui assurent le suivi des recommandations des rapports des droits de l'homme publiés par la Mission, et qui permettent d'assurer ce dialogue de manière régulière et continue. Finalement, elle a encouragé la mise en œuvre du document, « *afin que la protection et le respect des droits de l'homme puissent être tangibles, concrets et respectés au quotidien* ».

Le document de « Politique Nationale des Droits de l'Homme », approuvé par le Gouvernement suivant le Décret n° 23.198 du 26 août 2023, est le fruit d'un processus participatif ayant impliqué

les pouvoirs publics, les organisations de la société civile, les représentants des femmes, des jeunes, entre autres. Il a bénéficié de l'appui technique et financier de la MINUSCA à travers la Division des Droits de l'Homme.

Conformément à son mandat, la MINUSCA reste engagée à aider les autorités centrafricaines à protéger et promouvoir les droits de l'homme et à prévenir les violations et les atteintes.

- Une mission conjointe Gouvernement-Nations Unies a procédé au lancement, le 13 octobre 2023 à Bambari, d'un projet de réintégration au profit de 1500 personnes, à savoir 750 ex-combattants et 750 membres de leurs communautés d'accueil.

Intitulé « SEDOUTI - Amélioration de l'environnement sécuritaire et consolidation de la paix par la réintégration à base communautaire des ex-combattants en République centrafricaine », le projet sera mis en œuvre dans les préfectures de la Ouaka, la Basse-Kotto, le Mbomou et le Haut-Mbomou pour une durée de 24 mois et pourrait être étendu dans d'autres préfectures. Il est entièrement financé par le Fonds de Consolidation de la Paix (PBF) à hauteur de cinq millions de dollars (3 103 873 000 francs CFA).

Ledit projet a été lancé par le ministre d'État chargé du Désarmement, de la Démobilisation, de la Réintégration et du Rapatriement et du suivi de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR), Jean Willybiro-Sako, accompagné du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident du système des Nations Unies et Coordonnateur humanitaire, Mohamed Ag Ayoya, ainsi que des représentants du PNUD, de l'OIM et d'ONU Femmes.

Dans son allocution, le Représentant spécial adjoint a indiqué que cet appui des Nations Unies aux efforts du Gouvernement centrafricain pour la stabilisation et la consolidation des acquis de la paix, contribuera « à assurer un environnement sécuritaire plus sûr aux populations » et « à réduire les risques de violences armées, à travers l'exécution de nombreux appuis socio-économiques, techniques et matériels en direction des ex-combattants en même temps que les membres de leurs communautés d'accueil ».

Le Représentant spécial adjoint a également rappelé qu'en prévision de la clôture du Projet de réinsertion des ex-combattants (PREC) financé par la Banque Mondiale et dans un souci d'en préserver les acquis, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Valentine Rugwabiza et le Gouvernement ont eu des concertations de haut niveau qui ont débouché sur la nécessité de poursuivre la réintégration communautaire des ex-combattants, grâce au financement du PBF.

Le projet intitulé « SEDOUTI » a été développé conjointement par la Division DDRR de la MINUSCA, le Ministère de l'Economie, du Plan de la coopération Internationale et celui en charge du DDRR, et il sera mis en œuvre conjointement par le PNUD, ONU Femmes et OIM, en étroite collaboration avec le Ministère en charge du DDRR et la participation des départements sectoriels.

Le développement dudit projet s'inscrit dans la poursuite des efforts d'appui à la mise en œuvre de l'APPR et de la Feuille de route de Luanda, qui consacre entre autres, la restauration de la

sécurité sur tout le territoire, notamment à travers la poursuite de la Réintégration des ex-combattants éligibles au programme DDRR.

AFFAIRES JUDICIAIRES ET PENITENTIAIRES

- La MINUSCA appuie actuellement le Ministère de la Justice dans l'organisation d'un atelier sur le rôle des points focaux des juridictions en matière de protection des victimes et témoins dans le cadre de la procédure pénale. Cet atelier de trois jours prend fin ce mercredi et réunit 30 participants, dont 15 femmes, notamment des magistrats, greffiers et secrétaires des juridictions de Bangui et Bimbo. L'un des objectifs est d'identifier les défis en matière de protection des victimes et témoins dans le cadre des dossiers de violences sexuelles et basées sur le genre à chaque phase de la procédure pénale.
- Vingt détenus, dont six femmes, ont participé à une campagne de dépistage médical volontaire organisé les 11 et 12 octobre à la prison de Kaga Bandoro. Cette activité a été conduite par l'infirmier major de ladite prison avec le soutien de la section des Affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA. La Mission reste engagée à plaider en faveur d'un meilleur accès aux soins de santé et de l'expansion des initiatives de santé pour les détenus.

BUREAUX DE TERRAIN

- Le chef du bureau de la MINUSCA pour la région de Fertit (nord-ouest de la RCA), Bara Dieng, a conduit une mission dans les sous-préfectures de Ouandja-Kotto et Ouadda, du 10 au 13 octobre, afin d'évaluer l'impact des réalisations de la Mission sur le terrain et échanger avec les populations sur le mandat. Le préfet de la Haute-Kotto, le député de Ouandja-Kotto et de Ouadda ainsi que le Commandant de la compagnie de la Gendarmerie Nationale de la Haute-Kotto ont aussi pris part à cette mission.

A cette occasion, la délégation a inauguré la radio communautaire Mela, à Ouandja Kotto, construite et équipée par la MINUSCA, et remis un important lot de kits scolaires à cinq écoles et collèges de Ouandja-Kotto et Ouadda, et des médicaments à l'hôpital de Ouadda. La délégation a également visité les projets financés par la MINUSCA en cours d'exécution notamment la réhabilitation de la Mairie et la construction de la Gendarmerie de Ouandja-Kotto, du quartier général des FACA et du Centre de formation professionnelle et polytechnique, projet sollicité par les femmes et les jeunes de Ouandja-Kotto.

- Trente personnes, principalement les dirigeants communautaires, dont 12 femmes, ont participé les 10 et 11 octobre à un atelier destiné à revitaliser les mécanismes de protection des civils à Zemio. L'atelier organisé avec l'appui de la MINUSCA a notamment mis l'accent sur les mécanismes d'alerte précoce et de réponse, et la résolution pacifique des conflits. Un plan de protection communautaire avec des réponses communautaires aux défis comme la présence de la coalition SIRIRI, les viols, les vols et la consommation de drogues, a été présenté.

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire en République centrafricaine (RCA) a connu une relative amélioration la semaine écoulée grâce aux efforts conjugués de la Force de la MINUSCA et de l'ensemble des acteurs de la mission. L'engagement communautaire de même que la collaboration entre la Force et les forces armées centrafricaines (FACA) ont également contribué à cette amélioration.

BANGUI

Le 12 octobre 2023, un hommage a été rendu au sergent-chef Justin Simwilwa Ezebius, casque bleu du contingent tanzanien décédé lors d'une mission à l'Ouest de la RCA le 08 octobre 2023.

Présidée par la Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, la cérémonie a également connu la participation de plusieurs autorités civiles et militaires parmi lesquelles le Chef d'état-major des FACA.

Les officiels ont salué la bravoure et le courage du casque bleu qui a servi avec fierté au sein de la mission onusienne en RCA du 14 novembre 2022 jusqu'à son décès.

« *La disparition du Sergent Justin Simwilwa Ezebius lors de l'exercice de ses fonctions représente le sacrifice ultime d'un vaillant soldat de la paix et nous sommes tous fiers de lui. Que son âme repose en paix.* » a écrit le commandant de la Force le Général Humphrey Nyone dans sa lettre de condoléance.

Toujours à Bangui, une délégation de haut niveau du Département des Operations de maintien de la Paix des Nations Unies et du Département de l'appui aux Missions est en visite au sein de la MINUSCA jusqu'au 21 octobre 2023. Le but de cette visite est d'échanger avec le leadership de la Force MINUSCA et de faire le point de la conduite des activités de la Force. Des déplacements à l'intérieur du pays ont été effectués à cet effet.

Le 11 octobre à Bangui, 180 casques bleus de la Force de réaction rapide du Royaume du Bhoutan ont été décorés de la médaille des Nations Unies pour leur service en faveur de la paix en RCA. Leur arrivée, en septembre 2022, marquait le 1er déploiement d'un contingent du Bhoutan dans une mission onusienne de paix.

A L'EST

Le commandant de la base opérationnelle rwandaise déployée dans la ville de Ouadda a tenu une réunion avec les autorités locales et la population pour discuter de la situation sécuritaire dans la ville. Il ressort de cet échange que la sécurité évolue positivement grâce à la présence des casques bleus dans la région.

A L'OUEST

La situation sécuritaire est globalement calme. Les unités de la Force déployées dans cette partie du pays continuent sans relâche leurs missions sur le terrain.

Dans ce cadre et à la suite de renseignements sur une présence d'éléments armés qui terroriserait la population dans les environs de Nana-Bakassa, des patrouilles robustes du bataillon camerounais

ont été dépêchées, à partir du 16 octobre, sur les marchés de Lere et Kouki, et sur l'axe Nana Bakassa-Lere pour assurer la protection des populations civiles et leur permettre de vaquer à leurs activités quotidiennes dans la quiétude.

Le 12 octobre, à Boaro, une équipe de la compagnie péruvienne du génie a détruit plus de 20 roquettes et environ 50 grenades récupérées dans le cadre du Programme National de Désarmement, de Démobilisation, de Réintégration et de Réinsertion (PNDDRR).

Cette tâche a été accomplie en coordination avec l'UNMAS et en collaboration avec la Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre. La sécurisation de l'ensemble de l'opération ainsi que l'escorte de ses participants ont été à la charge du bataillon bangladais.

AU CENTRE

La situation sécuritaire est relativement calme. Les forces restent malgré tout alertes et vigilantes. Des patrouilles robustes sont conduites de nuit comme de jour pour assurer la protection des civils. En plus de ces activités opérationnelles, plusieurs actions de soutien aux populations ont été conduites par les unités dans leurs secteurs respectifs.

Le 09 octobre dernier, l'hôpital niveau II rwandais de Bria a fait don d'un important matériel didactique à l'école fondamentale 1 du village Wapou, Ngoungoa PK 19 de Bria, et ses 300 élèves dont 175 garçons et 125 filles. Cette activité, baptisée « Back to school » (« Retour à l'école »), vise à soutenir les élèves de la localité de Bria en ce début d'année scolaire 2023 -2024. Dans le même esprit, l'unité du génie cambodgien a distribué du matériel didactique et de l'équipement sportif à l'école Fondamentale-1 de Boungou-1 (PK 30) le 10 octobre.

Le 10 octobre, dans l'objectif d'assurer un meilleur suivi de la situation sanitaire, le chef de l'équipe d'engagement en compagnie du médecin-chef du bataillon léger d'infanterie tunisien, en coordination avec l'équipe des assistants de liaison avec la communauté locale, ont tenu une réunion avec le directeur régional de la santé et les autorités locales de Mbaiki. A cet effet, il a été décidé d'organiser une journée de sensibilisation pour les forces de sécurité et de défense de la zone, et le personnel des eaux et forêts sur la maladie de la variole du singe.

Le 13 octobre, l'équipe d'engagement de la Force de réaction Rapide Tunisienne a participé à des travaux communautaires dans le village de Ndele, notamment l'entretien des voies d'accès à la localité, afin de renforcer les bonnes relations avec la population locale. L'équipe de TUNQRF a également procédé à une distribution d'eau potable aux populations.

Les autorités locales ainsi que l'ensemble de la population de Ndele ont exprimé leur satisfaction quant à la bonne cohabitation qui existe avec les casques bleus, et souhaité que ce travail se poursuive.

Quelques chiffres pour terminer : Dans le secteur Ouest, 12.000 litres d'eau potable ont été distribués à 450 bénéficiaires. La Force Conjointe de Bangui a distribué 72.050 litres d'eau potable

à plus de 1600 bénéficiaires. A Bambari, plus de 1000 litres d'eau potable ont été distribués à une quarantaine de bénéficiaires.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Le 17 octobre, le Chef de la composante Police, le Commissaire Christophe Bizimungu a reçu une visite de courtoisie d'une délégation du Bureau des affaires militaires (OMA) et du Comité d'état-major militaire (MSC) du siège de l'ONU. Les échanges ont notamment porté sur la mission d'UNPOL dans le cadre du mandat de la MINUSCA.

Le 13 octobre, l'Adjoint au Chef de la composante Police, le Contrôleur Général de Police Garba Habi a pris part au côté du chef de cabinet de la MINUSCA, à la cérémonie de remise de la médaille des Nations-Unies aux 140 éléments de l'Unité de Police Constituée¹ du Sénégal basée à Bangui, en signe de reconnaissance de leur contribution pour la paix en République centrafricaine (RCA). Le 11 octobre, l'adjoint au Chef de la composante Police a procédé à la remise de la médaille des Nations-Unies aux 180 éléments de l'Unité de Police constituée Rwanda 3 basée à Bangassou. L'Adjoint au Chef de la composante Police a félicité les récipiendaires pour leur travail exemplaire.

Le 16 octobre, dans le cadre de la campagne de sensibilisation sur la problématique de la désinformation et le discours de haine, la composante Police a lancé à Bangui, une session de formation des formateurs sur « la prévention et la lutte contre le discours de haine » au profit de 30 participants, dont des officiers de police individuels d'UNPOL mais aussi des FSI, des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, des conseillers municipaux et des membres du Haut Conseil de la Communication (HCC).

AUTRES ACTIVITES

Le 16 octobre, trois sessions de formation au profit des éléments des FSI ont été lancés à Bangui par UNPOL. Ces formations portent sur « l'Analyse Criminelle », les « Gestes et Techniques Professionnelles d'Intervention » et « l'Informatique », et contribueront au renforcement des capacités de 70 FSI. A Bria, 30 FSI ont pris part à une formation organisée par UNPOL sur la « Scène de Crime ».

Le 15 octobre, l'Unité en charge de la protection rapprochée de la Police UNPOL a procédé à un don de sang à Bangui. Cette activité qui s'inscrit dans le cadre de la 5e phase de la campagne de don de sang initiée par la composante Police a permis à la banque de sang centrafricaine de collecter 38 poches de sang.

Durant cette semaine, des UNPOL ont pris part à différentes activités de salubrité organisées dans plusieurs écoles et quartiers de Bangui et en provinces. Cela a permis aux UNPOL de sensibiliser aussi bien les élèves que la population sur plusieurs thématiques dont la paix, la collaboration avec les forces de défense et de sécurité, la tolérance et le vivre-ensemble.

EN APPUI OPERATIONNEL

Au cours du week-end dernier, les équipes UNPOL, en colocation dans les différents services de Police et Gendarmerie nationales, ont sécurisé les lieux de culte tant à Bangui qu'en province. La population a été sensibilisée sur la tolérance, le pardon, l'assistance mutuelle, la justice populaire, entre autres. Ils ont également été invités à plus de collaboration avec les Forces de l'ordre pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations sécuritaires.

Aussi, les équipes UNPOL de Bangui et celles de région ont échangé avec leurs homologues FSI sur plusieurs thématiques telles que l'accueil et la fouille de sécurité, la gestion de l'information, les responsabilités du chef de poste et la tenue du registre de plainte.

Les patrouilles motorisées et pédestres sont quotidiennement déployées et conjointement par UNPOL et FSI. Au cours de ces patrouilles, des échanges fructueux ont été entretenus avec les populations qui sont reconnaissantes des efforts consentis par la MINUSCA au côté du gouvernement centrafricain pour le retour d'une paix pérenne.

© MINUSCA SCPI 2023